



Arrêté n° 41-2025-10-02-00003

**portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des prélèvements
en eau et des rejets aqueux, ainsi que des dispositions en cas de sécheresse critique
pour les installations de la société VALCANTE situées
161, avenue de Châteaudun à Blois (41000)**

Le préfet de Loir-et-Cher

- Vu** le code de l'environnement, en particulier le titre I^{er} de son livre V ;
- Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles R. 1416-1 à R. 1416-5 ;
- Vu** le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;
- Vu** le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la région Centre-Val de Loire (SRADDET) approuvé le 4 février 2020 et modifié le 28 novembre 2023 ;
- Vu** l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 97-2772 du 4 septembre 1997 modifié autorisant la société ARCANTE à exploiter une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés et un centre de tri de déchets pré-triés issus de collectes sélectives ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 00-1836 du 31 mai 2000 autorisant la société ARCANTE à incinérer dans son installation des déchets d'activités de soins ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 00-4315 du 8 décembre 2000 autorisant la société ARCANTE à incinérer des farines animales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 01-1048 du 27 mars 2001 autorisant la société ARCANTE à incinérer des déchets provenant de collectivités situées hors du département de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-216-0014 du 4 août 2011 relatif aux modifications apportées à l'usine d'incinération et au centre de tri exploités par la société ARCANTE à Blois, aux modifications de l'origine géographique des déchets industriels banals admis sur le site, la prise en compte des évolutions réglementaires et la surveillance des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2021, autorisant la société VALCANTE à poursuivre l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et d'un centre de tri de déchets pré-triés issus des collectes sélectives, situés au 161, avenue de Châteaudun à Blois et précédemment exploité par la société ARCANTE, à augmenter le tonnage annuel des déchets entrants, à diminuer le tonnage annuel des déchets entrants en provenance des départements de la Vienne, de l'Yonne et de la Nièvre hors région Centre-Val de Loire, actualisant le montant des garanties financières et actant le changement d'exploitant ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2024-03-19-00011 du 19 mars 2024 autorisant la société VALCANTE à poursuivre l'exploitation d'une unité d'incinération et de co-incinération de déchets ménagers et assimilés et de déchets d'activités de soins à risques infectieux ainsi qu'une unité de tri, transfert et regroupement de collectes sélectives et à exploiter une 3^{ème} ligne d'incinération de déchets à haut PCI, l'ensemble étant situé 161, avenue de Châteaudun à Blois ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2024-06-18-00002 du 18 juin 2024 définissant des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de la mise en place de dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et de dispositions de gestion de crise aux installations exploitées par la société VALCANTE à Blois ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu la réponse de la société VALCANTE du 28 février 2025 en application de l'arrêté du 18 juin 2024 susvisé ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 19 août 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 3 septembre 2025 à la connaissance de la société VALCANTE ;

Vu l'absence d'observation de la société VALCANTE dans le délai imparti ;

Considérant que les prélèvements et rejets des industriels sont visés par des mesures de restriction d'usage en cas de crise climatique grave ;

Considérant que cette action constitue une priorité nationale définie par le ministère de la transition écologique ;

Considérant que l'inspection des installations classées doit établir toute mesure permettant de limiter les prélèvements d'eau des entreprises et leurs rejets dans les milieux tout en préservant au mieux les activités industrielles ;

Considérant que les activités exercées dans l'établissement de la société VALCANTE génèrent des prélèvements ou des rejets significatifs d'eau dans le milieu naturel ;

Considérant que la société VALCANTE a établi un diagnostic de ses prélèvements et de ses rejets et de gestion de crise ainsi qu'un plan de travail permettant la mise en place d'aménagements pérennes ou transitoires afin de limiter ces prélèvements et ces rejets ;

Considérant que l'article R. 181-45 du code de l'environnement dispose que le préfet peut imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 de ce même code rend nécessaires ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques selon l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} — Objet du présent arrêté

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2011-216-0014 du 4 août 2011 modifié autorisant la société VALCANTE, dont le siège social est situé 161, avenue de Châteaudun à Blois (41000), à poursuivre l'exploitation d'une unité d'incinération et de co-incinération de déchets ménagers et assimilés et de déchets d'activités de soins à risques infectieux ainsi qu'une unité de tri, transfert et regroupement de collectes sélectives et à exploiter une 3^{ème} ligne d'incinération de déchets à haut PCI à la même adresse sont complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2

Il est ajouté à l'arrêté préfectoral du 4 août 2011 l'article 11bis suivant :

« Article 11bis. Dispositions applicables en cas de sécheresse

L'exploitant doit mettre en place les aménagements proposés le 28 février 2025 dans le diagnostic des consommations d'eau des processus industriels et autres usages (domestiques, arrosages, lavages, etc.) et de rejets dans le milieu de son établissement situé 161, avenue de Châteaudun, à Blois.

Ces aménagements permettent des réductions de prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution, ainsi qu'une diminution des rejets dans le milieu ou les stations d'épuration.

Ces aménagements sont pérennes ou appliqués en cas de sécheresse et donc limités dans le temps.

L'exploitant met en place les mesures de gestion de la crise.

11bis.1 – Aménagements pérennes

Le diagnostic a mis en évidence les aménagements pérennes suivants :

- création d'un bassin de récupération des eaux de toiture et de voiries afin de les injecter dans le process et ainsi supprimer les rejets aqueux du site et limiter la consommation d'eau du site,
- réalisation des nettoyages par sablage des chaudières durant les arrêts techniques à la place de nettoyages à l'eau (si les essais réalisés en 2025 sont concluants).

Ces aménagements pérennes sont mis en place dès la fin de la construction de la 3^{ème} ligne d'incinération.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées des résultats des essais engagés et des aménagements réalisés.

11bis.2 – Aménagements transitoires en cas de crise hydrologique

Dès l'entrée en vigueur d'un arrêté de restriction instaurant un niveau de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) mentionné à l'article R. 211-66 du code de l'environnement à l'échelle de la zone d'alerte concernée par l'établissement, telle que définie à l'article R. 211-67 de ce même code, l'exploitant met en place des mesures de réduction de ses prélèvements et de ses rejets précisés dans le tableau ci-après :

Équipement/ Usage	Action mise en place			
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Dispositions spécifiques	<ul style="list-style-type: none">- Information du personnel du seuil de sécheresse atteint et des restrictions applicables- Information immédiate du préfet de tout incident susceptible d'induire une pollution des réseaux d'alimentation en eau potable et des milieux naturels, notamment la masse d'eau de rejet- Interdiction des usages non-prioritaires : l'arrosage des espaces verts, le nettoyage des véhicules, des murs, des sols et des voiries (hors nécessité pour la sécurité ou la salubrité)			
	Définition d'un programme renforcé de surveillance journalière des prélèvements d'eau, de la consommation nette et des rejets aqueux (pour les paramètres ne faisant pas déjà l'objet d'un suivi continu ou journalier)	<ul style="list-style-type: none">- Arrêt immédiat de tout rejet susceptible de ne pas respecter les valeurs limites d'émissions et stockage des effluents- Mise en œuvre du programme renforcé de surveillance- Limitation ou report des opérations consommatrices d'eau (vidanges, nettoyages des équipements, etc.) non strictement essentielles au maintien de l'activité de l'exploitation et de la sécurité du site		
				<ul style="list-style-type: none">- Arrêt de l'activité sur décision du préfet

»

Article 3 — Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera dans son établissement, en permanence et de façon visible.

Il est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté est :

- déposée en mairie de Blois et peut y être consultée ;
- affichée en mairie de Blois pendant au moins un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- publiée sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pendant au moins quatre mois ;
- adressée à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre - Val de Loire.

Article 4 — Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Blois et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre - Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **- 2 OCT. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Faustin GADEN

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex :

1. par les pétitionnaires ou exploitants dans les deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :
 - a – l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b – de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à partir du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41006 Blois Cedex ou hiérarchique auprès de Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1, place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux points 1 et 2.

L'auteur de l'un quelconque de ces recours doit le notifier à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité de celui-ci. Cette double notification doit intervenir dans les quinze jours du dépôt du recours.